ARRETE PLACANT UN FONCTIONNAIRE A TEMPS PARTIEL DE DROIT POUR DONNER DES SOINS

A SON CONJOINT, A UN ENFANT A CHARGE OU

A UN ASCENDANT ATTEINT D'UN HANDICAP NECESSITANT LA PRESENCE D'UNE TIERCE PERSONNE,

OU VICTIME D'UN ACCIDENT OU D'UNE MALADIE GRAVE

AVEC SURCOTISATION

Le Maire (le Président) de …………………………………… ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la C.N.R.A.C.L. (article 14) ;

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2006-403 du 4 avril 2006 fixant le taux de la cotisation prévue à l'article L 11 bis du code des pensions civiles et militaires ;

Vu la délibération en date du ……………………….. fixant les conditions d’exercice du travail à temps partiel dans la collectivité ;

Vu la demande écrite en date du ………………… présentée par M ……………….……………………………… (grade) …………………………………. pour accomplir un service à temps partiel de droit pour donner des soins à son conjoint ou à un enfant à charge ou à un ascendant … avec surcotisation ;

Considérant que l'autorisation d'accomplir un travail à temps partiel est accordée de plein droit au fonctionnaire pour donner des soins à son conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave ;

Considérant que M ………………………………………….. remplit les conditions pour bénéficier du temps partiel de droit pour donner des soins à son conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant ;

Considérant que les conditions de surcotisation sont remplies : pas de surcotisation antérieure ou surcotisation de …. à …. en temps partiel à …. % ;

**ARRETE**

**Article 1er** : A compter du ……………….….., M ………………….……..……, né(e) le ……………… exercera ses fonctions à temps partiel à raison de (50%, 60%, 70% ou 80%) du temps plein pour une période de ………………………. mois (entre 6 mois et un an).

Cette autorisation est renouvelable pour la même durée, par tacite reconduction dans la limite de trois ans. A l'issue de cette période de trois ans, le renouvellement de l'autorisation de travail à temps partiel devra faire l'objet d'une demande et d'une décision expresses.

**Article 2**:  Les horaires de travail de M ……………………………………………………. sont ainsi aménagés :

 - …………………………………………………………………………………………………………..

 - …………………………………………………………………………………………………………..

**Article 3** : L’intéressé(e) percevra en conséquence à compter du ………………………. , (50%, 60%, 70% ou 6/7èmes) du traitement et des primes ou indemnités afférentes à son grade.

**Article 4** : L’agent cotisera à la CNRACL à raison de …… % du traitement indiciaire brut (éventuellement y compris la NBI) correspondant à celui d’un agent de même grade et indice que l’intéressé et exerçant à temps plein du ……………….. au …............ (correspondant à la période initiale d'autorisation de travail à temps partiel) (\*).

**Article 5** : Le temps partiel cessera de plein droit à partir du moment où l'agent ne remplit plus les conditions pour en bénéficier.

**Article 6** : Le présent arrêté sera :

 - notifié à l’agent,

 - transmis au comptable de la collectivité,

 - transmis au Président du Centre de Gestion.

Le Maire (le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l’application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

PUBLIE LE : Fait à ……………………….,

NOTIFIE A L’AGENT LE : Le …………………………..,

*(date et signature)* Le Maire (le Président),

***(\*) La tacite reconduction ne concerne que l'autorisation de travail à temps partiel. Par contre, la demande de surcotisation est à formuler au plus tard à la fin de chaque période pour laquelle l'autorisation a été précédemment délivrée.***